

COORDINATION DES STATUTS DU FONDS COMMUN

- A.R. du 15.12.1964 (M.B. 22.12..1964), modifié par
- A.R. du 26.04.1965 (M.B. 16.06..1965)
- A.R. du 16.09.1966 (M.B. 01.10..1966)
- C.C.T. du 12.01.1967 (A.R. 16.03.1967 - M.B. 12.04.1967)
- C.C.T. du 29.05.1968 (A.R. 05.07.1968 - M.B. 02.08.1968)
- C.C.T. du 21.10.1968 (A.R. 08.04.1969 - M.B. 13.05.1969)
- C.C.T. du 30.12.1968 (A.R. 08.04.1969 - M.B. 14.05.1969)
- C.C.T. du 29.04.1970 (A.R. 10.07.1970 - M.B. 08.10.1970)
- C.C.T. du 16.06.1970 (A.R. 28.08.1970 - M.B. 20.11.1970)
- C.C.T. du 03.06.1971 (A.R. 16.09.1971 - M.B. 29.12.1971)
- C.C.T. du 01.09.1971 (A.R. 18.11.1971 - M.B. 04.03.1972)
- C.C.T. du 18.12.1972 (A.R. 10.04.1973 - M.B. 19.05.1973)
- C.C.T. du 23.05.1973 (A.R. 15.10.1973 - M.B. 06.12.1973)
- C.C.T. du 08.01.1974 (A.R. 14.03.1974 - M.B. 27.03.1974)
- C.C.T. du 08.01.1974 (A.R. 25.03.1974 - M.B. 04.05.1974)
- C.C.T. du 19.12.1974 (A.R. 19.02.1975 - M.B. 27.03.1975)
- C.C.T. du 30.06.1976 (A.R. 17.01.1977 - M.B. 05.02.1977)
- C.C.T. du 28.01.1977 (A.R. 12.07.1977 - M.B. 01.09.1977)
- C.C.T. du 16.09.1977 (A.R. 08.02.1978 - M.B. 11.05.1978)
- C.C.T. du 05.07.1978 (A.R. 29.09.1978 - M.B. 17.11.1978)
- C.C.T. du 16.02.1979 (A.R. 26.06.1979 - M.B. 18.12.1979)
- C.C.T. du 14.01.1980 (A.R. 17.06.1980 - M.B. 20.06.1980)
- C.C.T. du 01.07.1982 (A.R. 17.11.1982 - M.B. 18.01.1983)
- C.C.T. du 13.06.1984 (A.R. 26.02.1985 - M.B. 24.04.1985)
- C.C.T. du 19.04.1985 (A.R. 28.02.1986 - M.B. 20.03.1986)
- C.C.T. du 30.10.1985 (A.R. 13.02.1987 - M.B. 13.03.1987)
- C.C.T. du 01.07.1986 (A.R. 21.11.1986 - M.B. 04.12.1987)
- C.C.T. du 26.01.1987 (A.R. 16.10.1987 - M.B. 14.11.1987)
- C.C.T. du 28.04.1988 (A.R. 05.10.1988 - M.B. 27.10.1988)
- C.C.T. du 21.03.1989 (A.R. 08.11.1989 - M.B. 12.12.1989)
- C.C.T. du 24.08.1989 (A.R. 13.08.1990 - M.B. 18.10.1990), remplacée par
- C.C.T. du 07.02.1991 (A.R. 27.05.1992 - M.B. 04.08.1992), modifiée par
- C.C.T. du 10.09.1991 (A.R. 03.12.1992 - M.B. 17.03.1993), modifiée par
- C.C.T. du 07.05.1993 (A.R. 20.01.1994 - M.B. 21.04.1994), modifiée par
- C.C.T. du 12.07.1994 (A.R. **. **. **** - M.B. **. **. ****), modifiée par
- C.C.T. du 16.03.1995 (A.R. 10.06.1997 - M.B. 13.08.1997), modifiée par
- C.C.T. du 25.03.1999 (A.R. **. **. **** - M.B. **. **. ****)

NEERLEGGING DÉPÔT REGISTRE-ENREGISTR.

26-05-1999 09-07-1999

65

141
N°

51.305/6/110

CHAPITRE I - DENOMINATION, SIEGE, BUT ET DUREE

Article 1

Afin d'assurer la paix sociale dans le secteur, il est institué un Fonds de Sécurité d'Existence, dénommé "Fonds commun d'entretien textile".

Article 2

Le siège social du Fonds est établi à Zellik (Asse).

Il peut être transféré par décision de la Commission Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage à tout autre endroit en Belgique.

Article 3

Le Fonds a pour but :

- 1° d'octroyer aux ouvriers visés à l'article 5. b) des allocations supplémentaires, d'octroyer des primes de formation et d'organiser et de financer des actions pour la formation générale et sociale, la formation professionnelle et l'emploi des travailleurs, comme entre autres prévu dans l'accord interprofessionnel 1995-1996.
- 2° de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du Fonds;
- 3° d'assurer le paiement des avantages;
- 4° garantir le paiement des obligations résultant de la prépension à temps plein et à mi-temps, octroyées conformément aux conventions collectives de travail en la matière, conclues au sein de la Commission paritaire pour les Blanchisseries et les Entreprises de Teinturerie et Dégraissage, à savoir :
 - l'allocation complémentaire aux bénéficiaires de la prépension conventionnelle et de la prépension à mi-temps conventionnelle des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour les Blanchisseries et les Entreprises de Teinturerie et Dégraissage;
 - la cotisation spéciale mensuelle à charge des employeurs destinée au régime relatif à l'emploi et au chômage (prévue à l'article 141 et 142 de la loi du 29 décembre 1990);
 - la cotisation spéciale mensuelle patronale destinée à l'Office National des Pensions

(instituée par la loi programme du 22 décembre 1989);

- la cotisation spéciale mensuelle compensatoire à charge des employeurs pour la prépension conventionnelle à 55 ans, en application de la loi de 1995 portant des dispositions sociales.

5° la création d'une commission pour la formation, la réinsertion professionnelle et l'emploi, l'**organisation d'initiatives** de formation et **d'emploi** au bénéfice des ouvriers visés à l'article 5, b).

6° garantir le paiement des allocations complémentaires dues aux ouvriers et ouvrières licenciés âgés de plus de 55 ans, octroyées tel que prévu dans la Convention Collective de Travail du 7 mai 1997, conclue au sein de la Commission Paritaire des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage, concernant une allocation complémentaire en faveur des travailleurs âgés licenciés.

Article 4

La présente Convention Collective de Travail entre en vigueur le 1er janvier 1995. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée moyennant un préavis de 3 mois, notifié par lettre recommandée à la poste et adressée au président de la Commission Paritaire pour les secteurs de la blanchisserie, de la teinturerie et du dégraissage et aux organisations représentées à cette commission.

Ce fonds reprend les droits et les devoirs, ainsi que l'actif et le passif, tel qu'ils existaient au 31 décembre 1990 du fonds commun, instauré par décision de la Commission **Paritaire** des Blanchisseries, Teinturerie et Entreprises de Dégraissage du 15 décembre 1964 concernant aux statuts du Fonds commun, ratifié par arrêté royal du 22 décembre 1964 et récemment modifié par la Convention Collective de Travail du 24 août 1989 relative aux statuts du fonds commun, ratifiée par l'**arrêté** royal du 13 août 1990.

CHAPITRE II - CHAMP D'APPLICATION

Article 5

Les dispositions de cette décision sont applicables :

- a) aux employeurs ressortissant à la **Commission** Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage:
- b) aux ouvriers occupés par les employeurs visés sub a), membres d'une des organisations

de travailleurs représentées au sein de la Commission Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage, pendant au moins six mois et pour autant qu'ils figurent aux listes du personnel des employeurs visés sub a) au 30 juin de l'année en cours;

- c) aux ouvriers et ouvrières en chômage complet et involontaire au 30 juin de l'année en cours, depuis le 1er juillet de l'année précédente au plus tard, ayant bénéficié de l'**allocation** du Fonds l'année antérieure et produisant la preuve qu'ils ont été occupés en dernier lieu dans une entreprise relevant de la Commission Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage;
- d) aux ouvriers et ouvrières qui sont mis à la retraite entre le 1er juillet de l'année pour laquelle ils réunissent les conditions d'**octroi** de l'allocation sociale complémentaire et le 30 juin de l'année en cours.
- e) aux employeurs qui répondent aux conditions d'**insertion** professionnelle et de formation des travailleurs appartenant aux groupes à risque déterminés dans la loi du 29 décembre 1990 portant fixation des dispositions sociales, Chapitre XI, dispositions relatives à l'Accord Interprofessionnel et aux directives de la commission formation professionnelle.
- f) aux employeurs remplissant les conditions d'embauché et de formation de travailleurs prévues dans l'accord interprofessionnel 1995/1996.

CHAPITRE m - BENEFICIAIRES ET MODALITES D'OCTROI ET DE PAIEMENT

Article 6

1° Les ayants-droit peuvent bénéficier annuellement pour leurs jours de vacances de l'allocation sociale supplémentaire prévue dans cet article.

Ils sont exclus de ce droit en cas de perturbation de la paix sociale pour autant que cette exclusion soit prononcée par la Commission Paritaire.

2° Le montant de l'allocation sociale supplémentaire est fixé à 3.950 F pour l'année 1999 et à 4.450 F pour l'année 2000, et est liquidé suivant les modalités fixées par le conseil d'administration du Fonds aux ouvriers et ouvrières visés à l'article 5, b), pour autant qu'au 30 juin de l'année concernée, ils figurent sur la liste du personnel d'un des employeurs visés à l'article 5, a), de même qu'aux ouvriers et ouvrières visés à l'article 5, a), c), et d) selon les modalités fixées dans ces paragraphes.

Article 7

- 1° L'**allocation** sociale supplémentaire est payée annuellement par le Fonds à une date fixée par le Fonds, après avis de la Commission Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage.
- 2° Pour l'application de l'article 5, b), l'employeur délivre à tous les ouvriers, **endéans** le délai fixé par le conseil **d'administration** du Fonds, une attestation sur formulaire prescrit et mis à sa disposition par le Fonds.

Article 8

En aucun cas, le paiement de l'**allocation** sociale supplémentaire aux ouvriers ne peut être subordonné au versement de cotisations dues par l'employeur.

CHAPITRE IV - GESTION

Article 9

Le Fonds est géré par un conseil **d'administration**, composé **paritairement** de représentants d'employeurs et de travailleurs. Ce conseil est composé de quatorze membres, soit sept représentants des employeurs et sept représentants des travailleurs.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par la Commission Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage parmi les membres effectifs ou suppléants de ladite commission.

Leur mandat prend **fin lorsqu'ils** cessent d'être membre de la Commission Paritaire. Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la Commission Paritaire appartenant au même groupe que le membre dont le mandat prend fin.

Article 10

Le conseil d'administration désigne chaque année en son sein un président et deux vice-présidents.

La présidence et la première vice-présidence sont exercées alternativement par un membre des employeurs et par un membre des travailleurs.

La première **année**, le groupe auquel appartient le président est désigné au sort.

Le deuxième vice-président appartient toujours au groupe des travailleurs.

Article 11

Le conseil d'**administration** se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil d'**administration** au moins chaque trimestre et chaque fois que deux membres du conseil d'**administration** en font la demande.

Les convocations portent l'ordre du jour. Les procès-verbaux des séances sont établis par le secrétaire, désigné par le conseil d'**administration** et signés par celui qui a présidé la séance et par un administrateur de chaque groupe.

Des extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et par un administrateur de chaque groupe.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents.

Le vote est valable s'il est émis par au moins trois membres de chaque groupe et à condition que le point mis aux voix ait été porté explicitement à l'**ordre** du jour de la convocation à la séance.

Article 12

Le conseil d'**administration** a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement. Il possède les pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'**administration** du Fonds.

Le conseil d'**administration** agit en justice au nom du Fonds à la poursuite et la diligence du président ou de l'**administrateur** délégué à cet effet.

Le conseil d'**administration** peut déléguer des attributions spéciales à un ou plusieurs de ses membres.

Pour tous les actes décidés par le conseil d'**administration** et autres que ceux pour lesquels le conseil a donné un mandat **spécial**, il **suffit**, afin que le Fonds soit valablement représenté envers des tiers, d'apposer des signatures conjointes de deux administrateurs, un de chaque groupe, sans que ces administrateurs ne doivent témoigner d'une délibération ou d'une autorisation.

Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et ils n'endossent à l'égard des engagements du Fonds aucune responsabilité personnelle de par leur gestion.

CM

CHAPITRE V - FINANCEMENT

Article 13

Le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs visés à l'article 5, a).

Article 14

La cotisation des employeurs est fixée pour l'année 1999 à :

- 1,75 % des salaires des ouvriers et ouvrières occupés dans l'entreprise et qui ressortissent à la Commission Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage :

- 1,00 % destinés au fonctionnement du fonds commun;
- 0,25 % en exécution de l'article 3, 4° concernant la prépension;
- 0,40 % destinés aux personnes appartenant aux groupes à risque et aux personnes concernées par un plan d'accompagnement, la formation et l'emploi;
- 0,10 % destinés au paiement des allocations complémentaires dues aux travailleurs licenciés âgés de plus de 55 ans, octroyées tel que prévu dans la convention collective de travail du 7 mai 1997, conclue au sein de la Commission Paritaire des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage, concernant une allocation complémentaire en faveur des travailleurs âgés licenciés.

La cotisation des employeurs est fixée pour l'année 2000 à :

- 1.75 % des salaires des ouvriers et ouvrières occupés dans l'entreprise et qui ressortissent à la Commission Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage :

- 1,00 % destinés au fonctionnement du fonds commun;
- 0,25 % en exécution de l'article 3, 4° concernant la prépension;
- 0,40 % destinés aux personnes appartenant aux groupes à risque et aux personnes concernées par un plan d'accompagnement, formation et l'emploi;
- 0,10 % destinés au paiement des allocations complémentaires dues aux travailleurs licenciés âgés de plus de 55 ans, octroyées tel que prévu dans la convention collective de travail du 7 mai 1997. conclue au sein de la Commission Paritaire des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage, concernant une allocation complémentaire en faveur des travailleurs âgés licenciés.

Si la cotisation patronale de 0.25% destinée à la prépension et celle de 0,10% destinée au paiement des allocations complémentaires dues aux ouvriers et ouvrières licenciés, de plus

de 55 ans, est insuffisant pour couvrir les dépenses, la cotisation sera augmentée afin de couvrir les dépenses. Si, par contre, les réserves du Fonds Commun excèdent la limite fixée par le conseil d'**administration**, la cotisation patronale sera diminuée.

Article 15

Les cotisations sont perçues par le Fonds par l'**intermédiaire** de l'Office National de Sécurité Sociale.

Article 16

Les cotisations sont dues chaque trimestre par les employeurs. Les sommes dues pour chaque trimestre révolu doivent être versées par l'employeur à l'Office National de Sécurité Sociale dans le délai prévu pour le paiement des cotisations de sécurité sociale.

Article 17

Les cotisations perçues sont versées périodiquement par l'Office National de Sécurité Sociale au compte de chèques postaux du Fonds ou à un compte en banque désigné par le conseil d'administration du Fonds.

CHAPITRE VI - BUDGETS, COMPTES

Article 18

L'exercice prend cours le 1er janvier et se clôture le 31 décembre.

Article 19

Chaque année, au plus tard pendant le mois de décembre, un budget pour l'année suivante est soumis à l'**approbation** de la Commission Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage.

Article 20

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment précisés en matière comptable.

Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou expert comptable, désignés par la Commission Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'**accomplissement** de leur mission pendant l'**année** révolue.

Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la Commission Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage pendant le mois d'**avril** au plus tard.

CHAPITRE VII - **DISSOLUTION**, LIQUIDATION

Article 21

Sans préjudice aux dispositions de l'article 4, la dissolution anticipée du Fonds ne peut avoir lieu que sur décision unanime de la Commission Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage.

La Commission Paritaire désigne les liquidateurs et détermine leurs pouvoirs et leur rémunération et détermine l'affectation du patrimoine.

=====

**COORDINATIE VAN DE STATUTEN
VAN HET GEMEENSCHAPPELIJK FONDS**

- K.B. van 15.12.1964 (B.S. 22.12.1964), gewijzigd bij
- K.B. van 26.04.1965 (B.S. 16.06.1965)
- K.B. van 16.09.1966 (B.S. 01.10.1966)
- C.A.O. van 12.01.1967 (K.B. 16.03.1967 - B.S. 12.04.1967)
- C.A.O. van 29.05.1968 (K.B. 05.07.1968 - B.S. 02.08.1968)
- C.A.O. van 21.10.1968 (K.B. 08.04.1969 - B.S. 13.05.1969)
- C.A.O. van 30.12.1968 (K.B. 08.04.1969 - B.S. 14.05.1969)
- C.A.O. van 29.04.1970 (K.B. 10.07.1970 - B.S. 08.10.1970)
- C.A.O. van 16.06.1970 (K.B. 28.08.1970 - B.S. 20.11.1970)
- C.A.O. van 03.06.1971 (K.B. 16.09.1971 - B.S. 29.12.1971)
- C.A.O. van 01.09.1971 (K.B. 18.11.1971 - B.S. 04.03.1972)
- C.A.O. van 18.12.1972 (K.B. 10.04.1973 - B.S. 19.05.1973)
- C.A.O. van 23.05.1973 (K.B. 15.10.1973 - B.S. 06.12.1973)
- C.A.O. van 08.01.1974 (K.B. 14.03.1974 - B.S. 27.03.1974)
- C.A.O. van 08.01.1974 (K.B. 25.03.1974 - B.S. 04.05.1974)
- C.A.O. van 19.12.1974 (K.B. 19.02.1975 - B.S. 27.03.1975)
- C.A.O. van 30.06.1976 (K.B. 17.01.1977 - B.S. 05.02.1977)
- C.A.O. van 28.01.1977 (K.B. 12.07.1977 - B.S. 01.09.1977)
- C.A.O. van 16.09.1977 (K.B. 08.02.1978 - B.S. 17.05.1978)
- C.A.O. van 05.07.1978 (K.B. 29.09.1978 - B.S. 17.11.1978)
- C.A.O. van 16.02.1979 (K.B. 26.06.1979 - B.S. 18.12.1979)
- C.A.O. van 14.01.1980 (K.B. 17.06.1980 - B.S. 20.06.1980)
- C.A.O. van 01.07.1982 (K.B. 17.11.1982 - B.S. 18.01.1983)
- C.A.O. van 13.06.1984 (K.B. 26.02.1985 - B.S. 24.04.1985)
- C.A.O. van 19.04.1985 (K.B. 28.02.1986 - B.S. 20.03.1986)
- C.A.O. van 30.10.1985 (K.B. 13.02.1987 - B.S. 13.03.1987)
- C.A.O. van 01.07.1986 (K.B. 21.11.1986 - B.S. 04.12.1987)
- C.A.O. van 26.01.1987 (K.B. 16.10.1987 - B.S. 14.11.1987)
- C.A.O. van 28.04.1988 (K.B. 05.10.1988 - B.S. 27.10.1988)
- C.A.O. van 21.03.1989 (K.B. 08.11.1989 - B.S. 12.12.1989)
- C.A.O. van 24.08.1989 (K.B. 13.08.1990 - B.S. 18.10.1990). vervangen bij
- C.A.O. van 07.02.1991 (K.B. 27.05.1992 - B.S. 04.08.1992). gewijzigd bij
- C.A.O. van 10.09.1991 (K.B. 03.12.1992 - B.S. 03.10.1993). gewijzigd bij
- C.A.O. van 07.05.1993 (K.B. 20.01.1994 - B.S. 21.04.1994). gewijzigd bij
- C.A.O. van 12.07.1994 (K.B. ** ** *«»*) - B.S. ** ** ****), gewijzigd bij
- C.A.O. van 16.03.1995 (K.B. 10.06.1997 - B.S. 13.08.1997). gewijzigd bij
- C.A.O. van 25.03.1999 (K.B. ** ** **** - B.S. ** ** ****)

NEERLEGGING DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
 26-05-1999 | 09-07-1999

51.205 / Co/MO

HOOFDSTUK I BENAMING, ZETEL, DOEL EN DUUR

Artikel 1

Ten einde de sociale vrede in de sector te verzekeren wordt er een Fonds voor **Bestaanszekerheid** opgericht, genoemd "Gemeenschappelijk Fonds van de Textielverzorging".

Artikel 2

De maatschappelijke zetel van het Fonds is te Zellik (Asse) gevestigd.

Hij kan bij beslissing van het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij- en Ontvettingsbedrijf overgebracht worden naar elke andere plaats in België.

Artikel 3

Het Fonds heeft tot doel :

- 1° aan de bij artikel 5. b). bedoelde werklieden aanvullende sociale toelagen toe te kennen, vormingspremies toe te kennen en acties te organiseren en te financieren voor de algemene en sociale vorming, opleiding en tewerkstelling van werknemers, zoals ondermeer voorzien in het Interprofessioneel Akkoord 1995/1996.
- 2° het innen van de bijdragen, nodig voor de werking van het Fonds;
- 3° de uitkering van de voordelen te verzekeren.
- 4° de betaling waarborgen van alle verplichtingen voortvloeiend uit het volledig en halftijds conventioneel brugpensioen toegekend overeenkomstig de desbetreffende C.A.O.'s afgesloten in het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij en Ontvettingsbedrijf, ondermeer:
 - de aanvullende vergoeding aan de genietters van het conventioneel brugpensioen en het conventioneel halftijds brugpensioen in de bedrijven die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij en Ontvettingsbedrijf;
 - de bijzondere maandelijkse werkgeversbijdrage bestemd voor de regeling inzake arbeidsvoorziening en werkloosheid (voorzien in artikel 141 en 142 van de wet van 29.12.1990);
 - de bijzondere maandelijkse werkgeversbijdrage voor de rijksdienst voor pensioenen (ingevoerd door de Programmawet van 22.12.1989);
 - de bijzondere compenserende maandelijkse werkgeversbijdrage betreffende het conventioneel brugpensioen op 55 jaar in toepassing van de wet van 1.09.95 houdende sociale bepalingen;

- 5° de oprichting van een commissie voor vorming, beroepsinschakeling en tewerkstelling, het organiseren van vormings- en tewerkstellingsinitiatieven ten bate van de bij artikel 5, b) bedoelde werklieden;
- 6° de betaling waarborgen van de aanvullende vergoeding verschuldigd aan de ontslagen werknemers, ouder dan 55 jaar, zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor het wasserij-, ververij- en Ontvettingsbedrijf, betreffende een aanvullende vergoeding ten voordele van oudere, ontslagen werknemers..

Artikel 4

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1995. Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur en kan worden opgezegd door een van de ondertekenende partijen met een opzeggingstermijn van 3 maanden. Deze opzegging wordt betekend bij aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij- en Ontvettingsbedrijven aan de erin vertegenwoordigde organisaties.

Dit Fonds neemt de rechten en plichten over, alsmede het actief en het passief zoals zij bestonden op 31 december 1990 van het Gemeenschappelijk Fonds, opgericht bij beslissing van het Paritair Comité van het Wasserij-, Ververij- en Ontvettingsbedrijf van 15 december 1964 betreffende de statuten van het Gemeenschappelijk Fonds, bekrachtigd bij Koninklijk Besluit van 22 december 1964 en laatst gewijzigd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 24 augustus 1989 betreffende de statuten van het Gemeenschappelijk Fonds, bekrachtigd door het Koninklijk Besluit van 13 augustus 1990

HOOFDSTUK II TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 5

De bepalingen van deze beslissing zijn van toepassing

- a) op de werkgevers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij- en Ontvettingsbedrijf;
- b) op de werklieden tewerkgesteld door de werkgevers bedoeld in a. die gedurende zes maand lid zijn van een werknemersorganisatie vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij- en Ontvettingsbedrijven voor zover zij op de personeelslijst van de werkgevers bedoeld in a. voorkomen op 30 juni van het lopende jaar;
- c) op de werklieden en werksters die op 30 juni van het lopende jaar, uiterlijk sedert 1 juli van het voorgaande jaar, volledig en onvrijwillig werkloos waren, en die het jaar tevoren recht

hebben gehad op de toelage van het Fonds en het bewijs leveren dat zij laatst tewerkgesteld waren bij een onderneming ressorterend onder het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij- en Ontvettingsbedrijf;

- d) op de werklieden en werksters die op pensioen worden gesteld tussen 1 juli van het jaar voor hetwelk zij de voorwaarden vervullen van toekenning van de aanvullende sociale toelage en 30 juni van het lopende jaar.
- e) op de werkgevers die voldoen aan de voorwaarden van aanwerving en vorming van werknemers uit nsicogroepen, bepaald in de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, Hoofdstuk XI, bepalingen betreffende het Interprofessioneel Akkoord en aan de richtlijnen van de beroepsopleidingscommissie.
- 0 op de werkgevers die voldoen aan de voorwaarden van aanwerving en vorming van werknemers bedoeld in het interprofessioneel akkoord 1995/1996.

HOOFDSTUK III RECHTHEBBENDEN EN MODALITEITEN VAN TOEKENNING EN VAN UITKERING

Artikel 6

1° De rechthebbenden kunnen jaarlijks voor hun vakantiedagen aanspraak maken op de bij dit artikel voorziene aanvullende sociale toelagen.

Zij worden van dit recht uitgesloten wanneer de sociale vrede wordt verstoord, voor zover deze uitsluiting door het Paritair Comité wordt uitgesproken.

2° Het bedrag van de aanvullende sociale toelage wordt vastgesteld op 3.950 F voor het jaar 1999 en op 4.450 F voor het jaar 2000 en wordt uitgekeerd volgens de modaliteiten vastgesteld door de beheerraad van het Fonds aan de m artikel 5. b) bedoelde werklieden en werksters, voor zover zij op 30 juni van het betrokken jaar voorkomen op de lijst van het personeel van een van de in artikel 5. a) bedoelde werkgevers, evenals aan de in artikel 5. a) en c) en d) bedoelde werklieden en werksters, volgens de in deze paragrafen bepaalde modaliteiten.

Artikel 7

1° De aanvullende sociale toelage wordt jaarlijks door het Fonds betaald op een door het Fonds te bepalen tijdstip, na advies van het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij- en Ontvettingsbedrijf.

2° Voor de toepassing van artikel 5, b), levert de werkgever aan al zijn werklieden, binnen de termijn bepaald door de Raad van Beheer van het Fonds, een verklaring af op een formulier voorgeschreven en te zijner beschikking gesteld door het Fonds.

Artikel 8

In geen geval mag de uitbetaling van de aanvullende sociale toelage aan de werklieden afhankelijk worden gesteld van de storting der bijdragen welke de werkgever verschuldigd is.

HOOFDSTUK IV BEHEER

Artikel 9

Het Fonds wordt beheerd door een Raad van Beheer, paritair samengesteld uit werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers. Deze raad bestaat uit veertien leden, hetzij zeven werkgeversafgevaardigden en zeven werknemersafgevaardigden.

De leden van de Raad van Beheer worden aangewezen door het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij- en Ontvettingsbedrijf onder de effectieve of plaatsvervangende leden van dit comité.

Hun mandaat eindigt zohaast zij ophouden lid te zijn van het Paritair Comité. In dat geval worden zij vervangen door een lid van het Paritair Comité, behorende tot dezelfde groep als het lid wiens mandaat een einde nam.

Artikel 10

Ieder jaar duidt de Raad van Beheer, in zijn midden, een voorzitter en twee ondervoorzitters aan.

Het voorzitterschap en het eerste ondervoorzitterschap worden beurtelings uitgeoefend door een lid-werkgever en door een lid-werknemer

De groep waartoe de voorzitter behoort wordt voor het eerste jaar bij loting aangewezen.

De tweede ondervoorzitter behoort steeds tot de groep der werknemers.

Artikel 11

De Raad van Beheer vergadert op bijeenroeping van de voorzitter. De voorzitter is er toe

gehouden ten minste ieder kwartaal en telkens wanneer twee leden van de beheerraad erom verzoeken, de raad bijeen te roepen.

De oproepingen vermelden de agenda. De verslagen worden gemaakt door de secretaris, aangewezen door de Raad van Beheer, en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten en door een beheerder van elke groep.

Uittreksels uit deze verslagen worden ondertekend door de voorzitter en door een beheerder van elke groep.

De beslissingen worden genomen bij volstrekte meerderheid van stemmen der aanwezige leden.

De stemming is geldig indien zij minstens door drie leden van elke groep wordt uitgebracht en op voorwaarde dat het ter stemming voorgelegde punt duidelijk op de agenda van de oproepingsbrief der vergadering vermeld is.

Artikel 12

De Raad van Beheer heeft tot opdracht het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen welke nodig blijken voor zijn goede werking. Hij bezit de meest uitgebreide machten voor het beheer en het besturen van het Fonds.

De Raad van Beheer treedt in rechte op uit naam van het Fonds op vervolgingen benaerstiging van de voorzitter of van de beheerder daartoe afgevaardigd.

De Raad van Beheer kan bijzondere bevoegdheden aan een of meer van zijn leden overdragen.

Voor al de akten door de beheerraad beslist andere dan die waarvoor de raad een bijzondere opdracht heeft gegeven, volstaat, opdat het Fonds geldig vertegenwoordigd weze tegenover derden, de gezamenlijke handtekening van twee beheerders, een van elke groep, zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging of machtiging moeten iaten blijken.

De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en zij gaan ten opzichte der verbintenissen van het Fonds geen enkele persoonlijke verplichting aan tengevolge van hun beheer.

64

HOOFDSTUK V FINANCIERING

Artikel 13

Het Fonds beschikt over de bijdragen verschuldigd door de in artikel 5, a), bedoelde werkgevers.

Artikel 14

De werkgeversbijdrage wordt voor het jaar 1999 vastgesteld op :

- 1,75 % van de lonen van de in de onderneming tewerkgestelde werklieden en werksters die onder het Paritair Comité voor het Wasserij, Ververij- en Ontvettingsbedrijf ressorteren :
 - 1,00 % bestemd voor de werking van het Gemeenschappelijk Fonds;
 - 0,25 % in uitvoering van artikel 3. 4^o inzake brugpensioen;
 - 0,40 % voor de personen die behoren tot de risicogroepen en de personen op wie een begeleidingsplan van toepassing is en voor andere vormings- en tewerkstellings-initiatieven;
 - 0,10 % bestemd voor de aanvullende vergoeding, verschuldigd aan de ontsiagen werknemers, ouder dan 55 jaar, zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor het wasserij- ververij- en ontvettingsbedrijf, betreffende een aanvullende vergoeding ten voordele van oudere ontsiagen werknemers.

De werkgeversbijdrage wordt voor het jaar 2000 vastgesteld op :

- 1,75 % van de lonen van de in de onderneming tewerkgestelde werklieden en werksters die onder het Paritair Comité voor het Wasserij, Ververij- en Ontvettingsbedrijf ressorteren :
 - 1,00 % bestemd voor de werking van het Gemeenschappelijk Fonds;
 - 0,25 % in uitvoering van artikel 3. 4^o inzake brugpensioen;
 - 0,40 % voor de personen die behoren tot de risicogroepen en de personen op wie een begeleidingsplan van toepassing is en voor andere vormings- en tewerksteiings-initiatieven;
 - 0,10 % bestemd voor de aanvullende vergoeding, verschuldigd aan de ontsiagen werknemers, ouder dan 55 jaar, zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor het wasserij, ververij- en ontvettingsbedrijf, betreffende een aanvullende vergoeding ten voordele van oudere ontsiagen werknemers.

Indien de werkgeversbijdrage van 0,25% voor brugpensioen en van 0,10% voor de aanvullende vergoeding, verschuldigd aan de ontsiagen werknemers, ouder dan 55 jaar, niet volstaan om de uitgaven te dekken, wordt de werkgeversbijdrage verhoogd teneinde de uitgaven te dekken.

Indien evenwel de reserves van het **Gemeenschappelijk Fonds** zouden stijgen boven de drempel, beslist in de **beheerraad** van het Gemeenschappelijk Fonds, worden de werkgeversbijdragen verminderd.

Artikel 15

De bijdragen worden door het Fonds geïnd door bemiddeling van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Artikel 16

De bijdragen zijn elk kwartaal door de werkgevers verschuldigd. De voor elk kwartaal verschuldigde sommen moeten door de werkgever gestort worden aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid binnen de termijn bepaald voor de betaling van de sociale zekerheidsbijdragen.

Artikel 17

De geïnde bijdragen worden periodiek door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gestort op de girorekening van het Fonds of op de bankrekening door de Raad van Beheer van het Fonds aangeduid.

HOOFDSTUK VI BEGROTINGEN, REKENINGEN

Artikel 18

Het dienstjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december

Artikel 19

Elk jaar, ten laatste in de loop van de maand december, zal een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring voorgelegd worden aan het Pantair Comité voor het Wasserij-, Verrij- en Ontvettingsbedrijf.

lu

Artikel 20

Op 31 december worden de rekeningen van het verlopen jaar afgesloten. De afsluitingen de balans dienen op rekenkundig gebied voldoende omschreven te zijn.

De Raad van Beheer, alsmede de revisor of expert-boekhouder, aangeduid door het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij- en Ontvettingsbedrijf, brengen jaarlijks ieder een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

De balans, samen met hoger bedoelde schriftelijke jaarlijkse verslagen, dienen uiterlijk tijdens de maand april ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij- en Ontvettingsbedrijf voorgelegd.

HOOFDSTUK VII ONTBINDING, VEREFFENING

Artikel 21

Onverminderd de bepalingen van artikel 4 kan het Fonds slechts vroeger ontbonden worden bij eenparige beslissing van het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij- en Ontvettingsbedrijf.

Het Paritair Comité duidt de vereffenaars aan, bepaalt hun machten en bezoldiging en stelt de bestemming vast welke aan het vermogen gegeven wordt.

=====